

COMMENT LAURENT BERGER EST DEVENU LE PREMIER OPPOSANT À EMMANUEL MACRON

Par Françoise Fressoz

09 mars 2019

Depuis le début du quinquennat, le secrétaire général de la CFDT tente de s'inscrire dans une opposition constructive au chef de l'Etat pour rénover la social-démocratie.



Laurent Berger, à Paris, le 28 février 2019 - SAMUEL KIRSZENBAUM pour « LE MONDE »

Ne dites pas à Laurent Berger qu'il fait de la politique, il vous répondra que « *la CFDT assume ce qu'elle est : un syndicat de transformation sociale* ». Ne lui rétorquez pas qu'il est en train de s'imposer comme l'opposant numéro un au chef de l'Etat dans le camp de la social-démocratie moribonde, il vous assurera la main sur le cœur qu'il n'est « *ni dans le combat politique ni dans une opposition à*

***Emmanuel Macron, mais dans une démarche constructive* ». Et pourtant, à 50 ans, le secrétaire général de la CFDT est en train de changer de stature.**

Naguère discret, le syndicaliste occupe le devant de la scène politique, comme s'il était le dernier survivant de la famille sociale-démocrate mise en déroute par l'élection du candidat d'En marche ! Son dernier coup d'éclat ? La publication, mardi 5 mars, d'un « pacte social et écologique » soutenu par dix-neuf organisations, comportant soixante-six propositions concrètes, doublée d'un entretien croisé dans *Le Monde* avec l'ex-ministre de la transition écologique et solidaire Nicolas Hulot. L'emblématique défenseur de l'environnement avait dit oui à Emmanuel Macron en mai 2017, avant de quitter le gouvernement en août 2018, estimant n'avoir pas les moyens de son action.

Ce que proposent aujourd'hui les deux hommes est un véritable manifeste politique centré sur la compatibilité entre l'écologie et le social avec des propositions qui sont autant de contestations de l'action en cours : plus grande progressivité de l'impôt, taxation des hauts patrimoines, fin des dérogations bénéficiant aux revenus du capital, etc. En plein grand débat national, le texte aurait dû être logiquement porté par la gauche réformatrice, si celle-ci n'était sortie exsangue de l'élection présidentielle.

Fin janvier, *L'Obs* avait consacré sa « une » au syndicaliste, voyant en lui le digne héritier d'Edmond Maire (ex-secrétaire général de la CFDT) et le phare de la reconstruction de la deuxième gauche. Et tant pis si sa visibilité reste encore faible. Dans les rangs syndicaux, on ne s'improvise pas leader comme cela. Laurent Berger le Nantais a été repéré en 2003 par François Chérèque et a gagné ses galons un à un, en se faisant élire puis réélire patron de la CFDT, au terme d'un minutieux travail de terrain. Puis, il a hissé son organisation au rang de premier syndicat de France et cela l'a libéré.

« Heureusement qu'il est là ! »

Dans un pays où la gauche réformatrice a toujours eu du mal à s'assumer, rongée par la culpabilité de n'être jamais suffisamment révolutionnaire, lui revendique haut et fort le positionnement que la centrale assume avec constance depuis l'éviction des trotskistes en 2003. « *Je ne me lève pas chaque matin en me demandant ce que va dire Philippe Martinez [le secrétaire général de la CGT]* », s'amuse-t-il.

Sous le précédent quinquennat, cela donnait lieu à des discussions épiques avec François Hollande. « *Assume donc tes conquêtes au lieu de t'en excuser* », conseillait le syndicaliste au chef de l'Etat, qui n'a pourtant cessé de louvoyer entre son aile sociale-démocrate et son aile sociale-libérale, pour finir par être dépassé par cette dernière.

Même s'il déplore un beau gâchis, le leader cédétiste n'a jamais rompu le dialogue avec l'ancien président. Lorsque la Fondation Jean-Jaurès l'a auditionné à l'automne 2018 pour tirer l'inventaire du précédent quinquennat, Laurent Berger n'a pas chargé la barque, contrairement à beaucoup d'autres. Les deux hommes continuent d'échanger avec plaisir mais sans exclusive.

Le syndicaliste a aussi des contacts réguliers avec Bernard Cazeneuve, Jean-Marc Ayrault, Michel Sapin et beaucoup d'autres dans les rangs socialistes et écologistes. « *Heureusement qu'il est là !* », s'exclament ces derniers en substance.

Mais plus les éloges fusent, plus le syndicaliste se braque. « *Si la gauche pense qu'elle peut me récupérer, elle se fourre le doigt dans l'œil !* », dit-il au *Monde*. Pas touche à l'autonomie de la CFDT, c'est son ADN. Tout comme l'est sa volonté de s'affirmer encore et toujours comme le syndicat le plus constructif de France.

Créer un rapport de force

Oui, mais comment le démontrer sans débouché politique ? C'est la question autour de laquelle tourne Laurent Berger depuis l'élection d'Emmanuel Macron. Pour prouver son utilité, il doit créer un rapport de force, donc jouer la surenchère. C'est la grande nouveauté par rapport à l'ère Hollande. Il n'y était pas forcément préparé car, a priori, rien d'incompatible entre lui et le président. A la fin de l'étrange printemps 2017, l'ex-secrétaire générale de la CFDT Nicole Notat avait d'ailleurs appelé à voter Macron. Et une grande partie des adhérents l'avait suivie, tout comme une majorité d'électeurs socialistes.

Mais, depuis le début du quinquennat, le courant ne passe pas. « *J'ai des discussions intéressantes avec le président mais, à certains moments-clés, lorsque certains mots sont prononcés comme ceux de solidarité ou de pauvreté, je vois son regard partir ailleurs* », a récemment confié à un proche Laurent Berger, très troublé, de retour d'un tête-à-tête avec le chef de l'Etat.

Au sein de la majorité, un certain nombre d'élus ou de responsables regrettent d'ailleurs que le quinquennat se déporte trop à droite et néglige l'apport capital, à leurs yeux, du syndicat réformiste. Lorsque, en plein mouvement des « gilets jaunes », le premier ministre Edouard Philippe éconduit maladroitement le leader de la CFDT en refusant le « Grenelle du pouvoir de vivre » qu'il vient de proposer, le président du groupe La République en marche (LRM) à l'Assemblée nationale, Gilles Le Gendre, le rattrape par la manche en l'invitant, le 14 janvier, à intervenir devant les députés de la majorité. Laurent Berger y est ovationné.

« *Je n'ai pas de problème personnel avec Emmanuel Macron, je ne suis ni son ami ni son ennemi* », tient aujourd'hui à préciser le leader syndical, faisant valoir que ce qui envenime leur relation dépasse largement le cadre du ressenti personnel.

« *Ce qui est en jeu, c'est la nature et l'ampleur de la recomposition politique en cours*, analyse Gérard Grunberg, directeur de recherche émérite CNRS au Centre d'études européennes de Sciences Po. *Soit il y a encore de la place pour une gauche sociale-démocrate renouvelée, soit on va vers une recomposition à l'américaine autour d'un parti démocrate social-libéral.* »

Pour un retour en force des partenaires sociaux

Laurent Berger joue clairement la première option. Le syndicaliste supporte mal le discours présidentiel autour des « premiers de cordée » qui néglige la notion « d'émancipation collective » chère à la CFDT. « *On grandit avec les autres et dans les autres* », martèle l'ancien

adhérent de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), qui met en cause le bonapartisme du président, cette « vision personnelle » du pouvoir.

Ce que reproche en retour Emmanuel Macron à la CFDT, comme aux autres syndicats, n'est pas moins lourd. Le président les tient pour responsables de ne pas vouloir assumer leur part dans la transformation qu'il appelle de ses vœux. « *Si la CFDT avait fait son travail, on n'en serait pas là* », soupire souvent M. Macron devant ses proches, en évoquant, entre autres, le chômage de masse qui gangrène le pays.

Le mouvement des « gilets jaunes » n'a pas permis de solder la querelle. Certes, il a fait vaciller le pouvoir, mais sans épargner les syndicats, qui se sont sentis débordés et contestés. Là où Laurent Berger plaidait pour un retour en force des partenaires sociaux, le président a répondu par un grand débat national qui a conforté sa relation directe aux Français.

L'idée que les syndicats, comme les partis, sont « *mortels* » s'ils ne se régénèrent pas, que le pays traverse un épisode dangereux pour la démocratie, parce que ses structures se désagrègent, éclaire toute sa démarche. « *Il faut resserrer les liens avec la société civile et les territoires*, martèle le syndicaliste. *Si on veut éviter que le pays s'hystérise encore plus, il faut savoir entendre les différentes aspirations, dialoguer et concerter.* »

« Je veux être utile »

Depuis deux ans, le leader de la CFDT a intensifié le travail avec les intellectuels, les fondations, mais aussi les associations, pour faire émerger des propositions communes sur tous les grands sujets, devenant ainsi « *le navire amiral de la société civile sociale-démocrate* », selon l'expression du directeur général de la Fondation Jean-Jaurès, Gilles Finchelstein. « *Laurent Berger a parfaitement compris l'importance de l'enjeu environnemental. Il renoue avec ce qu'avait tenté de faire le syndicat dans les années 1970 en travaillant sur ce sujet avec les ONG* », observe l'ancien secrétaire confédéral de la CFDT, Richard Robert, éditeur du site Internet Telos.

« *Je veux être utile* », répète comme un mantra Laurent Berger, sans pour autant cacher que son alliance avec le très médiatique et populaire Nicolas Hulot est un pavé dans la mare. « *Après ça, je ne crois pas qu'ils puissent nous mépriser totalement* », jubile-t-il en désignant l'Élysée et Matignon. Quelques heures après la publication du manifeste, le chef de file de la CFDT a reçu ce SMS dithyrambique de Gilbert Cette, professeur d'économie associé à l'université Aix-Marseille, qui avait conseillé Emmanuel Macron pendant la campagne présidentielle : « *Bravo pour ce texte, tu positionnes la CFDT comme le grand syndicat réformiste du XXI^e siècle !* »

La réaction de LRM, qui doit présenter sa contribution au grand débat dimanche 10 mars, est bien plus mesurée. « *Je me retrouve sur le projet de société, sur le fait de remettre les citoyens au cœur et de penser les sujets de transition comme un tout* », réagit le délégué général du parti présidentiel, Stanislas Guerini. Mais pas question pour autant d'avaliser les propositions du syndicaliste.

« Je ne suis pas sûr qu'être dans la surenchère soit efficace. La période est tellement particulière qu'elle appelle chacun à se dépasser », souligne pour sa part le conseiller d'Emmanuel Macron Philippe Grangeon. Pas de doute, Laurent Berger fait de la politique.

Par Françoise Fresso

Laurent Berger a réagi à l'article du Monde sur twitter (09-03-19) :

« Je ne suis l'opposant politique de personne. Je suis le secrétaire général de la 1ère organisation syndicale française.

Notre pays doit apprendre à faire la différence entre syndicalistes et politiques, chacun ayant des responsabilités bien différentes. La nuance est importante. »

Tweets **Tweets & réponses** **Médias**

 **Laurent Berger** @CfdtBerger · 9 h

Je ne suis l'opposant politique de personne. Je suis le secrétaire général de la 1ère organisation syndicale française.
Notre pays doit apprendre à faire la différence entre syndicalistes et politiques, chacun ayant des responsabilités bien différentes. La nuance est importante.

Le Monde Politique @lemonde_pol
Comment Laurent Berger est devenu le premier opposant à Emmanuel Macron lemde.fr/2HmhFzb

159 624 1,8 k